

Bulletin officiel de France Travail

N° 57 du 24 octobre 2024

Sommaire

Décision IdF n° 2024-48 CMC du 10 octobre 2024

Composition et fonctionnement de la commission des marchés publics constituée auprès de la directrice régionale de France Travail Ile de France..... 2

Décision DG n° 2024-70 du 14 octobre 2024

Désignation des agents de France Travail habilités à échanger les renseignements et documents liés à la recherche et la constatation de fraudes en matière sociale 4

Instruction n° 2024-29 du 17 octobre 2024

Quotas et calendrier de la campagne « opérations de carrière » 2024-2025 des agents publics de France Travail10

Décision IdF n° 2024-48 CMC du 10 octobre 2024

Composition et fonctionnement de la commission des marchés publics constituée auprès de la directrice régionale de France Travail Ile de France

La directrice régionale de France Travail Ile-de-France,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 5312-1, L. 5312-2, L. 5312-5, L. 5312-6, L. 5312-8, L. 5312-10, R. 5312-6 19°), R. 5312-23, R. 5312-25 et R. 5312-26,

Vu l'ordonnance n° 2014-1329 du 6 novembre 2014 relative aux délibérations à distance des instances administratives à caractère collégial,

Vu le règlement intérieur des marchés publics de Pôle emploi approuvé par délibération n° 2021-72 du 23 novembre 2021 du conseil d'administration de Pôle emploi, notamment ses articles 9 et 10,

Vu la décision DG n° 2023-70 du 14 décembre 2023 actualisant les seuils du règlement intérieur des marchés publics de Pôle emploi,

Décide :

Article 1

Sont membres, avec voix délibérative, de la commission des marchés publics constituée auprès de la directrice régionale de France Travail Ile-de-France :

- Monsieur Julien Pauzié, directeur régional adjoint en charge de l'administration, des finances et gestion et de la maîtrise des risques, qui en assure la présidence,
- un représentant du ou des services à l'origine du marché public ou, en cas de marché public coordonné dans les conditions prévues au chapitre III de la partie I du règlement intérieur susvisé, un représentant de chacune des structures participant à la coordination ou, en cas de marché public coordonné répondant aux besoins en formation, hébergement et restauration d'un campus, un représentant de chacune des directions régionales et du campus concernés,
- un représentant du responsable de service achats, marchés et approvisionnements (acheteur),
- un représentant du service affaires juridiques (juriste), qui en assure le secrétariat,
- un représentant de la direction de la performance financière,
- un représentant de la direction de la maîtrise des risques,

En sont en outre membres, avec voix consultative :

- le contrôleur général économique et financier auprès de France Travail ou son représentant,
- un représentant du service contrôle de gestion,
- le cas échéant, un ou plusieurs agents de France Travail ou personnalités extérieures dont la participation présente un intérêt au regard de l'objet de la consultation, convoqués pour la réunion considérée de la commission.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de monsieur Julien Pauzié, monsieur Grégory Chagnon, directeur de la performance financière, assure la présidence.

Article 3

Lorsque la possibilité est donnée aux membres de participer à distance à une réunion de la commission au moyen d'une audio-conférence ou visio-conférence, selon des modalités fixées dans la convocation, les destinataires de celle-ci ne révèlent en aucun cas au-delà de leur éventuel représentant les éléments de connexion qui y sont précisés. Les membres participent à distance dans des conditions, notamment matérielles, garantissant la confidentialité des débats.

Ces règles sont rappelées en début de réunion et/ou dans la convocation.

Article 4

La décision IdF n° 2024-15 CMC du 5 mars 2024 est abrogée.

Article 5

La présente décision est publiée au Bulletin officiel de France Travail.

Fait à Noisy-le-Grand, le 10 octobre 2024.

Nadine Crinier,
directrice régionale
de France Travail Ile-de-France

Décision DG n° 2024-70 du 14 octobre 2024

Désignation des agents de France Travail habilités à échanger les renseignements et documents liés à la recherche et la constatation de fraudes en matière sociale

Le directeur général de France Travail,

Vu le code du travail, notamment ses articles L.5312-1, L.5312-6 et L.5312-10,

Vu les articles L.114-16-1, L.114-16-2 et L.114-16-3 du code de la sécurité sociale,

Décide :

Article 1

Sont habilités à fournir et à recevoir les renseignements et documents utiles à l'accomplissement des missions de recherche et de constatation des fraudes en matière sociale énumérées à l'article L.114-16-2 du code de la sécurité sociale et au recouvrement des cotisations et contributions dues et des prestations sociales indûment versées en raison de ces fraudes, les agents de France Travail ci-après désignés :

- au sein de la direction des fraudes et du contrôle interne au sein de la direction générale :
 - o madame Maria Giovanna Falzone, directrice des fraudes et du contrôle interne,
 - o monsieur El Hachemi Lamari, responsable de département de la prévention et lutte contre la fraude,
 - o madame Catherine Sarochus, adjointe au responsable de département de la prévention et lutte contre la fraude,
 - o madame Marielle Cabrera, auditrice prévention des fraudes,
 - o madame Stéphanie Derras, expert-métier,
 - o monsieur Chakib El Moutawakil, auditeur prévention des fraudes,
 - o madame Bernadette Fouquet, auditrice prévention des fraudes,
 - o madame Isabelle Marin, auditrice prévention des fraudes,
 - o madame Pascale Mertz, auditrice prévention des fraudes,
 - o madame Yamina Moussaoui, auditrice prévention des fraudes,
 - o madame Julie Olivaux, auditrice prévention des fraudes,
- au sein de direction maîtrise des risques de France Travail Auvergne-Rhône-Alpes :
 - o monsieur Philippe Hillarion, directeur maîtrise des risques,
 - o monsieur Stéphane Loffredo, responsable,
 - o monsieur Cyril Bonnet, auditeur prévention des fraudes,
 - o monsieur Vincent Boulard, auditeur prévention des fraudes,
 - o madame Myriam Boussard, auditrice prévention des fraudes,
 - o monsieur Thierry Cat, auditeur prévention des fraudes,
 - o monsieur Jérôme Coster, auditeur prévention des fraudes,
 - o monsieur Stéphane Coulomb, chargé de mission,
 - o madame Sandrine Dagnaud-Genard, auditrice prévention des fraudes,
 - o monsieur Franck De Guili, auditeur prévention des fraudes,
 - o madame Valérie Dignoire, auditrice prévention des fraudes,
 - o madame Sylvie Dubosclard, auditrice prévention des fraudes,
 - o monsieur Lionel Kaluza, contrôleur prévention des fraudes,
 - o monsieur Gilles Gallo, auditeur prévention des fraudes,

- monsieur Olivier Prudhomme, auditeur prévention des fraudes,
- madame Muriel Salomon Gagnaire, auditrice prévention des fraudes,
- madame Christelle Sartre, auditrice prévention des fraudes,
- monsieur Laurent Sawrei, auditeur prévention des fraudes,
- madame Régine Vial, auditrice prévention des fraudes,
- madame Delphine Villanova, auditrice prévention des fraudes,
- au sein de la direction maîtrise des risques de France Travail Bourgogne-Franche-Comté :
 - monsieur Claude Guyot, directeur maîtrise des risques,
 - monsieur Grégory Dubois, responsable,
 - monsieur Jean-Louis Moulin, auditeur prévention des fraudes,
 - madame Sylvie Reveillon, auditrice prévention des fraudes,
 - madame Valérie Taina, auditrice prévention des fraudes,
 - monsieur Bruno Vandrisse, auditeur prévention des fraudes,
- au sein de la direction régionale adjointe opérations de France Travail Bretagne :
 - monsieur Stéphane Bideau, directeur régional adjoint opérations,
 - monsieur Stéphane Denoual, responsable,
 - madame Nolwenn Bihouise, contrôleuse prévention des fraudes,
 - monsieur Olivier Blin, auditeur prévention des fraudes,
 - madame Valérie Leroy, contrôleuse prévention des fraudes,
 - madame Andréa Millet, auditrice prévention des fraudes,
 - madame Karine Muyard, auditrice prévention des fraudes,
- au sein de la direction régionale adjointe performance financière et maîtrise des risques de France Travail Centre-Val de Loire :
 - madame Frédérique Laubray, responsable, directrice des opérations,
 - madame Pascale Reineau, responsable,
 - madame Annabelle Chassaing, auditrice prévention des fraudes,
 - madame Maria Angelina Marinho, auditrice prévention des fraudes,
 - madame Edwige Moto, contrôleuse prévention des fraudes,
 - madame Catherine Puech, auditrice prévention des fraudes,
 - madame Nathalie Pineau, auditrice prévention des fraudes,
 - madame Angélique Pierdos, auditrice prévention des fraudes,
- au sein de la direction stratégie et maîtrise des risques de France Travail Corse :
 - madame Caroline Allemand, directrice des opérations,
 - madame Hélène Dipéri, responsable de pôle prévention des fraudes,
- au sein de la direction opérations de France Travail Grand-Est :
 - madame Rachida Baidane, directrice des opérations,
 - madame Valérie Kurtz, responsable,
 - madame Emmanuelle Charuel, auditrice prévention des fraudes,
 - monsieur Pascal Fuchs, auditeur prévention des fraudes,
 - madame Sophie Girod-Cousin, contrôleuse prévention des fraudes jusqu'au 31 décembre 2024,
 - madame Catherine Hennicker, auditrice prévention des fraudes,
 - madame Sandrine Houpier, auditrice prévention des fraudes,
 - madame Virginie Jorelle, auditrice prévention des fraudes,
 - monsieur Cyril Kordos, auditeur prévention des fraudes à compter du 1er novembre 2024,

- madame Aude Lamoureux, auditrice prévention des fraudes,
- madame Joanne Le Naour, auditrice prévention des fraudes,
- monsieur Christophe Robinet, auditeur prévention des fraudes,
- madame Sandrine Sanchez, auditrice prévention des fraudes,
- monsieur Patrick Wilbert, auditeur prévention des fraudes,
- au sein de la direction maîtrise des risques de France Travail Guadeloupe :
 - madame Murielle Léopold-Albert, directrice maîtrise des risques,
 - madame Viviane Kiavue, responsable,
 - monsieur Willy Jasemin, contrôleur prévention des fraudes,
 - madame Elsa Mezence, auditrice prévention des fraudes,
- au sein de la direction opérations et maîtrise des risques de France Travail Guyane :
 - madame Stelly Fernand, directrice de la performance,
 - madame Myriam Surlemont, chargée du contrôle interne et de la maîtrise des risques, auditrice prévention des fraudes,
- au sein de la direction opérations de France Travail Hauts-de-France :
 - monsieur Yannick Szpulinski, directeur adjoint des opérations en charge de l'offre de service,
 - madame Catherine Poillon, responsable,
 - madame Frédérique Arson, chargée de mission,
 - madame Gladys Boitel, auditrice prévention des fraudes,
 - madame Delphine Bourcy, auditrice prévention des fraudes,
 - madame Stéphanie Combes, auditrice prévention des fraudes,
 - monsieur Emmanuel Cramet, auditeur prévention des fraudes,
 - madame Jennifer Darras, contrôlease prévention des fraudes,
 - monsieur Jean-Robert Delhayé, auditeur prévention des fraudes,
 - monsieur Ludovic Delassus, contrôleur prévention des fraudes,
 - madame Magali Deliens, auditrice prévention des fraudes,
 - madame Dominique Marlière, auditrice prévention des fraudes,
 - madame Sandrine Trocme, auditrice prévention des fraudes,
- au sein de la direction maîtrise des risques de France Travail Ile-de-France :
 - monsieur Denis Hermouet, directeur maîtrise des risques,
 - monsieur Olivier Pinheiro, responsable,
 - madame Loise Crawford, responsable d'équipe,
 - Stéphanie Aimé, auditrice prévention des fraudes,
 - madame Laetitia Bambara, auditrice prévention des fraudes,
 - madame Felismina Betourne, auditrice prévention des fraudes,
 - monsieur Yacine Boughedir, auditeur prévention des fraudes,
 - madame Brigitte Burton, contrôlease prévention des fraudes,
 - madame Christelle Candelaresi, auditrice prévention des fraudes,
 - madame Françoise Cocomazzi, gestionnaire appui,
 - madame Orokia Diarra, gestionnaire appui,
 - madame Laetitia Fratani, auditrice prévention des fraudes,
 - madame Narmatha Gagendran, auditrice prévention des fraudes,
 - madame Maria Teresa Gomez, auditrice prévention des fraudes,
 - madame Martine Hassenforder, auditrice prévention des fraudes,
 - madame Sarra Jaoua, auditrice prévention des fraudes,
 - monsieur Jean-Michel Jeannot, auditeur prévention des fraudes,
 - madame Sandrine Leconte, auditrice prévention des fraudes,

- madame Muriel Louradour, auditrice prévention des fraudes,
- monsieur Halim Mazed, auditeur prévention des fraudes,
- monsieur Philippe Simon, auditeur prévention des fraudes,
- monsieur Frédéric Urbain, auditeur prévention des fraudes,
- monsieur Christophe Villin, auditeur prévention des fraudes,
- monsieur Laurent Wirth, auditeur prévention des fraudes,
- au sein de la direction contrôle de gestion, performance et maîtrise des risques de France Travail Martinique :
 - madame Nikita Briquet, responsable de fonction coordination et opérations,
 - monsieur Philippe-Emmanuel De Cat, auditeur prévention des fraudes,
 - monsieur Hugues Louis Mondesir, auditeur prévention des fraudes,
- au sein de la direction opérations de France Travail Mayotte :
 - monsieur Camar Edine Elanziz, responsable du service maîtrise des risques,
 - monsieur Oili Hadji, chargé de maîtrise des risques, du contrôle interne et de la fraude,
 - madame Nafouanti Mohamadi Djabiri, responsable,
- au sein direction maîtrise des risques de France Travail Normandie :
 - madame Caroline Arne, directrice maîtrise des risques,
 - madame Anne-Elisabeth Meslin, responsable,
 - madame Coralie Drassy, auditrice prévention des fraudes,
 - madame Aurélie Fister, auditrice prévention des fraudes,
 - monsieur Jean-François Goulet, auditeur prévention des fraudes,
 - madame Valérie Lebas, auditrice prévention des fraudes,
 - madame Chrystel Tenand, auditrice prévention des fraudes,
 - madame Aurélie Toulze, auditrice prévention des fraudes,
- au sein de la direction régionale adjointe maîtrise des risques et administratif finances gestion de France Travail Nouvelle-Aquitaine :
 - madame Nathalie Verhulst, directrice maîtrise des risques,
 - monsieur Thierry Biensan, responsable,
 - monsieur Jean Claude Kostronis, responsable d'équipe,
 - madame Joëlle Biard, contrôleur prévention des fraudes,
 - madame Cécile Blanche, auditrice prévention des fraudes,
 - madame Emilie Bonhomme, chargée d'analyse et de pilotage,
 - madame Graziella Bouillaud, auditrice prévention des fraudes,
 - madame Lucie Bordeneuve, auditrice prévention des fraudes,
 - monsieur Lionel Ceugniet, auditeur prévention des fraudes,
 - madame Julie Chamek, auditrice prévention des fraudes,
 - monsieur Thierry Crespos, auditeur prévention des fraudes,
 - monsieur Hugues Dequick, auditeur prévention des fraudes,
 - monsieur Loïc Fouquet, auditeur prévention des fraudes,
 - monsieur Sebastien Gely, auditeur prévention des fraudes,
 - madame Fabienne Jadeau, auditrice prévention des fraudes,
 - monsieur Renaud Nougier, auditeur prévention des fraudes,
- au sein de la direction maîtrise des risques de France Travail Occitanie :
 - monsieur Vincent Nayral, directeur maîtrise des risques,
 - monsieur Laurent Renault, responsable,
 - Sandrine Antagnac, contrôleur prévention des fraudes,

- madame Cynthia Berthomieu, auditrice prévention des fraudes,
- madame Christine Bertolini, contrôeuse prévention des fraudes,
- madame Isabelle Bertuccelli, auditrice prévention des fraudes,
- monsieur Christophe Boulay, auditeur prévention des fraudes,
- monsieur Nicolas Chevalier, auditeur prévention des fraudes,
- monsieur Gabriel Ortega, auditeur prévention des fraudes,
- madame Habiba Parent Ben Akka, contrôeuse prévention des fraudes,
- madame Sylvie Pigeire, auditrice prévention des fraudes,
- madame Sylvie Pons-Vicens, contrôeuse prévention des fraudes,
- madame Isabelle Simon, auditrice prévention des fraudes,
- monsieur Alain Vernis, auditeur prévention des fraudes,
- au sein de la direction maîtrise des risques de France Travail Pays de la Loire :
 - monsieur Benoît Chabot, directeur des opérations,
 - monsieur Hugues Duquesne, directeur des opérations - adjoint responsable appui Métier,
 - madame Bénédicte Brossard, responsable,
 - monsieur Olivier Coullon, auditeur prévention des fraudes,
 - madame Céline Hubert, auditrice prévention des fraudes,
 - madame Amel Juhel, contrôeuse prévention des fraudes,
 - madame Anne Lemos-Baerst, auditrice prévention des fraudes,
 - madame Mélanie Sevestre, auditrice prévention des fraudes,
- au sein de la direction maîtrise des risques de France Travail Provence-Alpes-Côte d'Azur :
 - madame Linda Khenniche, directeur régionale adjointe en charge des opérations,
 - monsieur Didier Martin, directeur appui centralisé,
 - monsieur Pierre Malassenet, directeur adjoint contrôle et appui à la gestion des droits,
 - monsieur Thierry Couprie, responsable
 - monsieur Zakaria Ait Yala Derrar, contrôeur prévention des fraudes,
 - madame Sophie Bertuccelli, contrôeuse prévention des fraudes,
 - monsieur Jean-Marc Boric, auditeur prévention des fraudes,
 - monsieur Nassuf Said Caabi, auditeur prévention des fraudes,
 - madame Céline Cani, auditrice prévention des fraudes,
 - monsieur Michel Cioulachtjian, auditeur prévention des fraudes,
 - madame Catherine Giorgi, contrôeuse prévention des fraudes,
 - monsieur Franck Laverjat, auditeur prévention des fraudes,
 - madame Céline Leclerc, auditrice prévention des fraudes,
 - madame Nathalie Pernin, auditrice prévention des fraudes,
 - madame Monique Salomon, auditrice prévention des fraudes,
 - madame Stéphanie Schwarz, auditrice prévention des fraudes,
 - monsieur Alexandre Thys, auditeur prévention des fraudes,
- au sein de la direction maîtrise des risques de France Travail services :
 - monsieur Patrick Morat, directeur maîtrise des risques,
 - madame Aurore Dekoninck, responsable,
 - madame Myriam Trichet, chef d'unité,
 - madame Suzanne Amaral Martins, auditrice prévention des fraudes,
 - madame Juliette Augier, auditrice prévention des fraudes,
 - madame Patricia Buovac, auditrice prévention des fraudes,

- madame Alexandra Carpentier, auditrice prévention des fraudes,
 - madame Nathalie Certain, auditrice prévention des fraudes,
 - madame Yasmina Cloarec, auditrice prévention des fraudes,
 - monsieur Jérôme Dautriat, auditeur prévention des fraudes,
 - madame Fanny Delmaere, auditrice prévention des fraudes,
 - monsieur Laurent D'Helf, auditeur prévention des fraudes,
 - madame Carole Durier, auditrice prévention des fraudes,
 - monsieur Yannick Ferré, référent métier prévention des fraudes,
 - madame Audrey Fisseux, contrôleuse prévention des fraudes,
 - madame Monique Golmard, auditrice prévention des fraudes,
 - madame Marie-Laure Guilhem, auditrice prévention des fraudes,
 - madame Marion Juignet, auditrice prévention des fraudes,
 - monsieur Bertrand Lavorel, auditeur prévention des fraudes,
 - madame Elodie Marmoex, auditrice prévention des fraudes,
 - monsieur Kévin Priez, auditeur prévention des fraudes,
 - madame Assétou Sangare, auditrice prévention des fraudes,
 - madame Hélène Vidal, auditrice prévention des fraudes,
- au sein de la direction maîtrise des risques et sécurité de France Travail La Réunion :
- madame Pierrette Mansard-Morosini, directrice maîtrise des risques et sécurité,
 - madame Sylvie Fung Kwok Chine, auditrice prévention des fraudes,
 - madame Nadia Grondin, auditrice prévention des fraudes,
 - monsieur Vincent Lebon, auditeur prévention des fraudes.

Article 2

La présente décision est publiée au Bulletin officiel de France Travail.

La décision DG n° 2024-67 du 20 septembre 2024 est abrogée.

Fait à Paris, le 14 octobre 2024.

Thibaut Guilluy,
directeur général

Quotas et calendrier de la campagne « opérations de carrière » 2024-2025 des agents publics de France Travail

1. Quotas

Les quotas annuels nationaux des opérations de carrière sont déterminés dans le respect des règles fixées par les dispositions des articles 17 et 22 du décret n°2003-1370 du 31 décembre 2003 et des dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel d'application du 31 décembre 2003.

Le strict respect des quotas alloués au niveau national et par niveau d'emploi s'impose.

Une ventilation régionale des quotas est prévue ci-dessous en fonction du nombre d'agents proposables de chaque région. Cette ventilation distingue pour le dispositif d'avancement accéléré les quotas hors QPV et les quotas spécifiques des agences situées en QPV.

En complément des dotations régionales ainsi fixées, 15 quotas d'avancements accélérés et 12 quotas de carrière exceptionnelle alimenteront cette année une « réserve nationale de quotas ». Cette réserve nationale de quotas est créée en vue de répondre aux demandes exceptionnelles de quotas supplémentaires des établissements.

Elle permettra notamment aux agents publics affectés dans un établissement ne disposant pas de quota dans un niveau d'emplois déterminé d'être néanmoins proposés à un avancement accéléré ou à une carrière exceptionnelle.

La dotation globale d'avancements accélérés (réserve nationale comprise) est de 188, celle de carrière exceptionnelle est de 64.

Récapitulatif Quota Avancement accéléré 2025

| | |
|---------------------------------------|------------|
| Quotas avancements accélérés QPV | 32 |
| Quotas avancements accélérés HORS QPV | 141 |
| Réserve nationale | 15 |
| Total général | 188 |

Récapitulatif Quota carrière exceptionnelle 2025

| | |
|--|-----------|
| Total ventilation régionale - Quota CE | 52 |
| Réserve nationale | 12 |
| Total - quota carrière exceptionnelle | 64 |

Avancement accéléré – Quota QPV – 2025

| Établissement | 1.1 | 2.1 | 2.2 | 2.3 | 3.1 | 3.2 | 3.3 | 4 | Total |
|-------------------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|---|----------|
| Auvergne-Rhône-Alpes | - | - | 1 | - | - | - | - | - | 1 |
| Bourgogne-Franche-Comté | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Bretagne | - | 1 | - | - | - | - | - | - | 1 |
| Centre Val de Loire | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| DG Siège France Travail | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| France Travail DSI | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| France Travail Services | - | - | - | - | - | - | - | - | - |

| | | | | | | | | | |
|--------------------|---|-----------|-----------|----------|----------|----------|---|---|-----------|
| Grand Est | - | 1 | - | - | - | - | - | - | 1 |
| Guadeloupe | - | 3 | 2 | 1 | - | 1 | - | - | 7 |
| Guyane | - | 1 | - | - | - | - | - | - | 1 |
| Hauts-de-France | - | - | 1 | - | - | - | - | - | 1 |
| Ile de France | - | 1 | 2 | - | - | 1 | - | - | 4 |
| Martinique | - | 1 | 2 | - | 1 | - | - | - | 4 |
| Normandie | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Nouvelle Aquitaine | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Occitanie | - | 1 | - | - | - | - | - | - | 1 |
| PACA | - | 1 | - | - | - | - | - | - | 1 |
| Pays de la Loire | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Réunion | - | 6 | 3 | - | 1 | - | - | - | 10 |
| Total | - | 16 | 11 | 1 | 2 | 2 | - | - | 32 |

Avancement accéléré – Quota HORS QPV – 2025

| Établissement | 1.1 | 2.1 | 2.2 | 2.3 | 3.1 | 3.2 | 3.3 | 4 | Total |
|-------------------------|-----|-----------|-----------|----------|-----------|----------|-----|---|------------|
| Auvergne-Rhône-Alpes | - | 4 | 8 | - | 1 | 1 | - | - | 14 |
| Bourgogne-Franche-Comté | - | 2 | 2 | - | - | - | - | - | 4 |
| Bretagne | - | 4 | 3 | - | 1 | - | - | - | 8 |
| Centre Val de Loire | - | 1 | 2 | - | - | - | - | - | 3 |
| DG Siège France Travail | - | - | - | 1 | - | - | - | - | 1 |
| France Travail DSI | - | - | - | - | - | 1 | - | - | 1 |
| France Travail Services | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Grand Est | - | 3 | 3 | 1 | 1 | - | - | - | 8 |
| Guadeloupe | - | 1 | - | - | 1 | - | - | - | 2 |
| Guyane | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Hauts-de-France | - | 5 | 2 | - | - | - | - | - | 7 |
| Ile de France | - | 27 | 15 | 2 | 2 | 2 | - | - | 48 |
| Martinique | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Normandie | - | 1 | 1 | - | - | - | - | - | 2 |
| Nouvelle Aquitaine | - | 4 | 3 | 1 | 1 | - | - | - | 9 |
| Occitanie | - | 5 | 5 | 1 | 2 | 1 | - | - | 14 |
| PACA | - | 4 | 5 | 1 | 1 | 1 | - | - | 12 |
| Pays de la Loire | - | 2 | 2 | - | 1 | - | - | - | 5 |
| Réunion | - | - | 1 | 1 | 1 | - | - | - | 3 |
| Total | - | 63 | 52 | 8 | 12 | 6 | - | - | 141 |

*Pour le dispositif d'avancements accélérés, les établissements : Corse et Mayotte ne sont pas concernés cette année.

Carrière exceptionnelle - Quota – 2025

| Établissement | 1.1 | 2.1 | 2.2 | 2.3 | 3.1 | 3.2 | 3.3 | 4 | Total |
|-------------------------|-----|-----------|-----------|----------|----------|-----|-----|---|-----------|
| Auvergne-Rhône-Alpes | - | 2 | 2 | - | - | - | - | - | 4 |
| Bourgogne-Franche-Comté | - | 1 | - | - | - | - | - | - | 1 |
| Bretagne | - | 2 | 1 | - | - | - | - | - | 3 |
| Centre Val de Loire | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| DG Siège France Travail | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| France Travail Services | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Grand Est | - | 2 | 1 | - | - | - | - | - | 3 |
| Guadeloupe | - | 1 | 1 | 1 | 1 | - | - | - | 4 |
| Guyane | - | 1 | - | - | - | - | - | - | 1 |
| Hauts-de-France | - | 2 | 1 | 1 | - | - | - | - | 4 |
| Ile de France | - | 6 | 5 | 1 | - | - | - | - | 12 |
| Martinique | - | 1 | 1 | - | - | - | - | - | 2 |
| Normandie | - | 1 | - | - | - | - | - | - | 1 |
| Nouvelle Aquitaine | - | 2 | 1 | - | - | - | - | - | 3 |
| Occitanie | - | 1 | 2 | - | - | - | - | - | 4 |
| PACA | - | 2 | 1 | - | - | - | - | - | 3 |
| Pays de la Loire | - | 1 | 1 | - | - | - | - | - | 2 |
| Réunion | - | 3 | 1 | - | 1 | - | - | - | 5 |
| Total | - | 29 | 18 | 3 | 2 | - | - | - | 52 |

**Pour le dispositif de carrière exceptionnelle, les établissements : Corse, FT services et Mayotte et ne sont pas concernés cette année.*

2. Calendrier de la campagne

La campagne d'opérations de carrière se déroulera du **4 novembre 2024 au 10 janvier 2025 au plus tard.**

A compter du 4 novembre 2024, les établissements examineront les situations individuelles et adresseront au plus tard le 6 décembre 2024 à la direction générale leurs propositions d'avancement accéléré et de carrière exceptionnelle, ainsi que leurs éventuelles demandes de quotas supplémentaires. Ces éléments seront transmis via SIRHUS pour le dispositif d'avancement accéléré et par mail, via un fichier Excel spécifique, pour le dispositif de carrière exceptionnelle.

Le 20 décembre 2024 au plus tard, la Direction Gestion Administrative, Rémunération et Avantages Sociaux (DGARAS) procédera à la validation nationale des propositions des établissements (vérification du respect des quotas alloués) et à l'arbitrage des demandes de quotas supplémentaires.

Les agents concernés par l'attribution d'un avantage de carrière, recevront un courrier d'information au plus tard le 10 janvier 2025.

Le directeur général adjoint
Ressources Humaines et Relations Sociales
Denis Cavillon